



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

déficit budgétaire

Question au Gouvernement n° 1293

Texte de la question

DÉFICIT PUBLIC

M. le président. La parole est à M. Sylvain Berrios, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Sylvain Berrios. Monsieur le Premier ministre, les agriculteurs sont en colère ! (« *Oui !* » sur les bancs du groupe UMP.) Les entrepreneurs, les salariés et les ouvriers sont en colère ! (« *Oui !* » sur les bancs du groupe UMP.) Les enseignants et les parents d'élèves sont en colère ! (« *Oui !* » sur les bancs du groupe UMP.)

M. Jean-Pierre Gorges. Tout le monde est en colère !

M. Sylvain Berrios. Les maires sont en colère ! (« *Oui !* » sur les bancs du groupe UMP.) Les médecins et les pharmaciens sont en colère ! (« *Oui !* » sur les bancs du groupe UMP.) Les anciens combattants et les retraités sont en colère ! Les sages-femmes sont en colère ! Les commerçants et les professions libérales sont en colère ! Les policiers et les militaires sont en colère ! Même les vétérinaires sont dans la rue, pour la première fois depuis cinquante ans ! C'est toute la France qui est en colère ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Les Français sont en colère, car vous les avez trompés.

Vous leur avez promis l'emploi, mais le chômage n'a jamais été aussi élevé.

Vous leur avez promis le pouvoir d'achat, mais ils sont matraqués d'impôts.

Vous leur avez promis la maîtrise de la dette publique, mais celle-ci atteindra 96 % du PIB en 2015.

Aujourd'hui, dix-huit mois après votre prise de fonctions, l'heure de vérité a sonné ! Vous avez pris l'engagement de ramener le déficit public à 3,6 % du PIB en 2014 et à 3 % en 2015. Le budget que vous proposez au Parlement français n'est pas conforme à un tel engagement. La Commission européenne vient de vous rappeler à l'ordre avec sévérité. Or, depuis cette année, celle-ci peut exiger des changements si le budget de la France n'est pas conforme aux objectifs fixés.

M. Marc Dolez. Hélas !

M. Sylvain Berrios. Ce n'est plus seulement la crédibilité de votre gouvernement qui est en cause, c'est aussi la crédibilité et la souveraineté de la nation ! La France, monsieur le Premier ministre, est au bord du chaos ! (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Quand prendrez-vous conscience de la situation ? Quand changerez-vous enfin de politique ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Pierre Moscovici, ministre de l'économie et des finances. Je laisse de côté, monsieur le député Sylvain Berrios, le procédé oratoire dont vous faites usage, car tout ce qui est excessif est en réalité assez insignifiant. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Vous n'êtes pas le porte-parole des Français (*Protestations sur les mêmes bancs*), qui ont légitimement désigné, lors de l'élection présidentielle, ceux qu'ils souhaitaient voir diriger le pays.

Quant aux prévisions de la Commission européenne, ce que vous en dites est absolument mensonger. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Tout d'abord, celle-ci a validé les prévisions de croissance du Gouvernement : 0,2 % en 2013, au sein d'une zone euro en récession, 0,9 % en 2014 et 1,7 % en 2015.

M. Christian Jacob. Et les déficits ?

M. Pierre Moscovici, ministre. Cela montre non seulement que nous sommes sortis de la récession, mais aussi que la reprise qui s'amorce est solide et crédible. La Commission européenne a également reconnu le sérieux de notre politique budgétaire. Dois-je rappeler qu'à notre arrivée aux responsabilités, les déficits publics se montaient à 5,3 % du PIB ? Aurai-je la cruauté de rappeler qu'il en aurait été de même en 2012 si nous n'avions pas agi ?

M. Bernard Roman. Eh oui !

M. Pierre Moscovici, ministre. Ils se sont élevés à 4,8 % en 2012. Ils s'élèveront à 4,1 % en 2013, chiffre validé par la Commission européenne, à 3,6 % en 2014 et seront inférieurs à 3 % en 2015. Voilà la vérité ! Tout cela est dû à l'effort réalisé par les Français et à la politique menée par le Gouvernement avec le soutien de la majorité, afin de redresser la situation des finances publiques ainsi que l'appareil productif français et de réparer les dégâts de votre politique d'échec et d'injustice ! Voilà la vérité ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur plusieurs bancs du groupe RRDP.*)

Données clés

Auteur : [M. Sylvain Berrios](#)

Circonscription : Val-de-Marne (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1293

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [7 novembre 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [7 novembre 2013](#)